

Aide et pièces nécessaires à l'opération de versement Personne Physique



Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Liste des pièces à fournir

- Dossier de souscription **ou** Bulletin Investir sur mon contrat **ou** Bulletin de souscription **ou** Bulletin de versement **et** Dossier client **ou**
 Remboursement Avance

Identité	Personne Physique	Copie du justificatif d'identité (*) (<i>du Souscripteur et/ou du Co-Souscripteur</i>) : <input type="checkbox"/> Carte Nationale d'Identité ou Passeport ou Permis de conduire ou Carte de séjour ou de résident
	Mineur	<input type="checkbox"/> Copie du justificatif d'identité (*) du (des) Représentant(s) légal(aux) ou du Tuteur ou du Tiers administrateur <input type="checkbox"/> Copie du livret de famille <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de placement de fonds si tutelle ou <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de Mise sous tutelle ou curatelle <input type="checkbox"/> Copie de l'Acte de donation ou pacte adjoint, si tierce administration
	Majeur protégé	<input type="checkbox"/> Copie du justificatif d'identité (*) du (des) Représentant(s) légal(aux) <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de placement de fonds pour une tutelle <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de Mise sous tutelle ou curatelle
	Personne Politiquement Exposée non résident	<input type="checkbox"/> Copie d'un second justificatif d'identité (*) : Carte Nationale d'Identité ou Passeport ou Permis de conduire ou Carte de séjour ou de résident
	Vente à distance	Second justificatif d'identité à fournir : <input type="checkbox"/> Photocopie recto-verso de la carte d'identité ou <input type="checkbox"/> Photocopie de votre passeport (copie des 2 pages faisant apparaître le n° de passeport, sa date de délivrance et d'expiration, nom et prénom, date de naissance, domicile) ou <input type="checkbox"/> Photocopie recto-verso du titre de séjour ou <input type="checkbox"/> Photocopie carte de résident français ou <input type="checkbox"/> Photocopie des pages du livret de famille où le souscripteur figure ou <input type="checkbox"/> Photocopie recto-verso de votre permis de conduire français ou <input type="checkbox"/> Photocopie de la carte électorale française ou <input type="checkbox"/> Extrait d'acte de naissance (copie intégrale, extrait avec filiation ou extrait sans filiation de manière indifférente) ou <input type="checkbox"/> Copie du contrat de PACS* et son enregistrement ou <input type="checkbox"/> Récépissé de demande d'asile remis par une préfecture/contrat de mariage ou <input type="checkbox"/> Acte notarié mentionnant les nom, prénoms, date et ville de naissance et pays de naissance ou <input type="checkbox"/> Permis bateau français ou <input type="checkbox"/> Permis de chasse français

(*) Une pièce d'identité valide et lisible.

Un justificatif d'origine des fonds est obligatoire dans les cas suivants :

Le justificatif fourni doit comporter les éléments permettant d'identifier le client et le montant de l'opération.

- **Pour tout versement dès le 1^{er} euro pour les cas suivants :**
 - Personne Politiquement Exposée
 - Personne résidente hors France
 - Paiement en provenance de l'étranger
 - Fonds ayant fait l'objet d'une régularisation fiscale (**)
 - Origine des fonds suivante : Gains aux jeux, Cession d'œuvres d'art ou Autres
- **Pour tout versement supérieur ou égal à 100 000 euros.**

Liste des justificatifs à fournir

Cette liste de pièces est non exhaustive. En fonction de la complexité du montage financier, d'autres pièces peuvent être demandées. Il convient de rayer le N° de sécurité sociale si celui-ci est présent sur un document, avant transmission !

Origine des fonds	Revenus	Revenus de l'activité	<input type="checkbox"/> Fiche de paie ou <input type="checkbox"/> Dernier avis d'imposition sur le revenu ou <input type="checkbox"/> Déclaration IFI ou <input type="checkbox"/> Relevés de compte sur 6 mois glissants
		Prime ponctuelle / Indemnités	<input type="checkbox"/> Lettre de licenciement (avec le montant) ou <input type="checkbox"/> Indemnité de départ volontaire ou <input type="checkbox"/> Solde de tout compte ou <input type="checkbox"/> Justificatif de règlement de prime
		Revenus fonciers	<input type="checkbox"/> Quittances de loyer ou Dernier avis d'imposition sur le revenu

(**) Si les fonds ont fait l'objet d'une régularisation fiscale (dans le cadre d'un rapatriement de fonds), merci de vous rapprocher de votre partenaire pour obtenir la liste spécifique des pièces à fournir.

Liste des pièces à fournir (suite)

Origine des fonds	Revenus	Rente	<input type="checkbox"/> Dernier avis d'imposition sur le revenu ou <input type="checkbox"/> Déclaration IFI	
	Épargne	Épargne sur livret, Plan et compte d'épargne		<input type="checkbox"/> Relevé de compte faisant apparaître la sortie des fonds <i>(+ justificatif complémentaire permettant d'établir l'origine antérieure des fonds si les sommes sont déposées depuis moins de 12 mois)</i> et <input type="checkbox"/> Relevé du compte courant avec le ou les virements provenant des comptes épargne ou <input type="checkbox"/> Attestation du banquier selon laquelle les fonds ont une origine licite
		Épargne salariale et d'entreprise		<input type="checkbox"/> Avis de sortie / Rachat du plan d'épargne entreprise et <input type="checkbox"/> Relevé du compte courant avec le ou les virements provenant des comptes épargne salariale
		Prestation d'assurance	Capital d'un contrat / Indemnité d'assurance	<input type="checkbox"/> Lettre de la compagnie d'assurance + Copie du chèque de règlement / Avis de virement sur le compte bancaire du client <i>Nota : Lorsqu'il s'agit d'un emploi de fonds provenant de GENERALI, le justificatif n'est pas requis.</i>
	Héritage			<input type="checkbox"/> Attestation du notaire avec montant ou <input type="checkbox"/> Acte notarié sur la dévolution successorale ou <input type="checkbox"/> Déclaration de succession visée par les services fiscaux ou <input type="checkbox"/> Acte de notoriété désignant le client en qualité d'héritier + relevé de compte avec le crédit du virement du notaire
	Donation			<input type="checkbox"/> Attestation du notaire avec montant ou <input type="checkbox"/> Acte notarié ou <input type="checkbox"/> Copie de l'acte sous seing privé ou <input type="checkbox"/> Formulaire de déclaration de don manuel (CERFA n° 11278*13 / n° 11278*04) ou <input type="checkbox"/> Formulaire de déclaration de dons de sommes d'argent (CERFA n° 13427*06) visé par les services fiscaux
	Cession d'actifs	Mobiliers		Portefeuilles titres : <input type="checkbox"/> Relevés de portefeuilles titres avec mouvements de cession des titres et <input type="checkbox"/> Avis de transfert des fonds sur le compte courant comprenant la date de l'opération
		Immobiliers		<input type="checkbox"/> Attestation du notaire avec le montant de cession ou <input type="checkbox"/> Acte notarié avec montant <input type="checkbox"/> Si plusieurs vendeurs : décompte vendeur ou relevé de compte avec le virement du notaire
		Professionnels (droits sociaux, fonds de commerce, entreprise ou clientèle)		<input type="checkbox"/> Attestation du professionnel (<i>notaire ou avocat</i>) certifiant la cession ou <input type="checkbox"/> Acte de cession (<i>ou protocole d'accord</i>) signé ou <input type="checkbox"/> Déclaration 2759 de cession de droits sociaux visé par les services fiscaux (CERFA n° 10408*14 ou n° 10408*15) ou <input type="checkbox"/> CERFA n° 11275*04 (<i>déclaration de mutation de fonds de commerce ou de clientèle</i>)
	Versement de dividendes			<input type="checkbox"/> Attestation du professionnel avec montant des dividendes (notaire, avocat ou expert-comptable) ou <input type="checkbox"/> PV de l'AG autorisant la distribution de dividendes et <input type="checkbox"/> Derniers statuts de la société et <input type="checkbox"/> Relevé de compte avec le crédit des dividendes
	Remboursement compte courant d'associé			<input type="checkbox"/> Attestation du professionnel avec montant du remboursement (avocat, notaire ou expert-comptable) ou <input type="checkbox"/> Extrait comptable du compte courant d'associé avec la sortie de fonds ou <input type="checkbox"/> Tout autre document probant (ex : copie PV AG ou convention de compte courant d'associé ...) et <input type="checkbox"/> Ordres de virement du compte de la personne morale sur le compte de l'associé.
	Gains aux jeux			<input type="checkbox"/> Copie du chèque de la Française des jeux ou <input type="checkbox"/> Attestation de gains aux jeux
	Fonds provenant de l'étranger			<input type="checkbox"/> Déclaration CERFA 3916 (<i>déclaration d'un compte ouvert à l'étranger</i>) : - Si le CERFA a été transmis à l'administration fiscale en papier : copie du CERFA daté et signé avec cachet de l'administration - Si le CERFA a été transmis par voie électronique : copie du CERFA + AR numérique ou <input type="checkbox"/> Dernière déclaration fiscale (<i>IS ou IR avec case 8UU cochée pour un compte à l'étranger ou 8TT pour un contrat d'assurance vie</i>) + AR numérique
Prêt			<input type="checkbox"/> Déclaration de contrat de prêt (hors prêt bancaire) visé par l'administration ou preuve d'envoi (CERFA n° 2062) ou <input type="checkbox"/> Acte authentique ou acte sous seing privé ou offre de prêt et avis de transfert des fonds du compte du prêteur sur le compte bancaire du client	

Liste des pièces à fournir (suite)

Origine des fonds	Indemnités diverses	<input type="checkbox"/> Jugement de divorce ou <input type="checkbox"/> Justificatif de versement d'une indemnité d'invalidité ou <input type="checkbox"/> Jugement du tribunal etc...
	Cession d'œuvre d'art (...)	<input type="checkbox"/> Attestation du vendeur avec prix de cession ou <input type="checkbox"/> Acte de cession / certificat de vente ou <input type="checkbox"/> Certificat requis par l'administration des douanes (<i>vente internationale</i>) et <input type="checkbox"/> CERFA 2091 ou 2092 visé par les services fiscaux
	Autres	<input type="checkbox"/> Tout autre document probant permettant de faire le lien entre le versement et l'origine des fonds
Moyen de paiement	Débit du compte bancaire du Souscripteur ouvert auprès d'un établissement de crédit	<input type="checkbox"/> Si chèque bancaire : Chèque bancaire <input type="checkbox"/> Si virement : Avis d'exécution du virement + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si prélèvement : Mandat d'autorisation de prélèvement SEPA + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si chèque de banque : Chèque de banque + Avis d'opération faisant apparaître les références du compte du client débité + Motif de l'utilisation de ce mode de paiement
	Débit du compte bancaire d'un tiers	<input type="checkbox"/> Si chèque bancaire : Chèque bancaire <input type="checkbox"/> Si virement : Avis d'exécution du virement + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si prélèvement : Mandat d'autorisation de prélèvement SEPA + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si chèque de banque : Chèque de banque + Avis d'opération faisant apparaître les références du compte du tiers débité + Motif de l'utilisation de ce mode de paiement <input type="checkbox"/> Tiers Personne Physique (<i>pièce d'identité en cours de validité</i>) : <input type="checkbox"/> Carte Nationale d'Identité ou <input type="checkbox"/> Passeport ou <input type="checkbox"/> Permis de conduire ou <input type="checkbox"/> Carte de séjour ou de résident <input type="checkbox"/> Tiers personne morale : <input type="checkbox"/> Statuts à jour, datés et signés <input type="checkbox"/> Extrait K-bis datant de moins de 3 mois (<i>pour les sociétés</i>) <input type="checkbox"/> Extrait du Journal Officiel ou justificatif d'immatriculation à l'INSEE (<i>pour les associations ou organismes de droit privé à but non lucratif</i>)
FATCA/ CRS	<p>Résidents :</p> <input type="checkbox"/> Questionnaire d'auto-certification « FATCA/CRS PERSONNE PHYSIQUE » (souscription et changement de circonstance en cours de vie du contrat) <input type="checkbox"/> Justificatif de domicile (ex : facture d'eau, facture d'électricité, de téléphone ou de gaz) <p>Non Résidents :</p> <input type="checkbox"/> Questionnaire d'auto-certification « FATCA/CRS Personne Physique » <input type="checkbox"/> Justificatif de résidence fiscale à l'étranger pour corroborer le formulaire d'auto-certification FATCA - CRS CERFA 5000 de l'année en cours signé par l'administration étrangère ou / - Une notification ou avis d'imposition émis par une administration fiscale étrangère ou / - Une attestation de résidence fiscale délivrée par un organisme public du pays dont la personne concernée est résidente ou / - Un certificat d'inscription consulaire (inscription possible au lien suivant : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F33307) <p>Autres cas spécifiques : (document à fournir en plus des pièces précisées plus haut)</p> <input type="checkbox"/> Attestation sur l'honneur précisant le changement de résidence fiscale (en cas de déménagement en cours d'aménagement et dans l'attente de la délivrance d'un document officiel) <input type="checkbox"/> En cas de renonciation à la nationalité américaine le document en attestant <input type="checkbox"/> Formulaire W9 si le client est citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique ou formulaire W-8BEN si le client a donné un TIN et n'est plus résident fiscal US	

Activité

Afin de faciliter le renseignement de l'activité professionnelle, il convient de se référer aux nomenclatures CSP ci-après :

CODE CSP (Catégorie Socio-Professionnelle)

10 - Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	54 - Employés administratifs d'entreprise
11 - Agriculteurs sur petite exploitation	55 - Employés de commerce
12 - Agriculteurs sur moyenne exploitation	56 - Personnels des services directs aux particuliers
13 - Agriculteurs sur grande exploitation	61 - Ouvriers qualifiés
21 - Artisans (salariés de leur entreprise)	62 - Ouvriers qualifiés de type industriel
22 - Commerçants et Assimilés (salariés de leur entreprise)	63 - Ouvriers qualifiés de type artisanal
23 - Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (salariés de leur entreprise)	64 - Chauffeurs
31 - Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	65 - Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
32 - Cadre de la Fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	66 - Ouvriers non qualifiés
33 - Cadres de la Fonction publique	67 - Ouvriers non qualifiés de type industriel
34 - Professeurs, professions scientifiques	68 - Ouvriers non qualifiés de type artisanal
35 - Professions de l'information, des arts et des spectacles	69 - Ouvriers agricoles et assimilés
36 - Cadres d'entreprise	71 - Anciens agriculteurs exploitants
37 - Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	72 - Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise
38 - Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	73 - Anciens cadres et professions intermédiaires
41 - Professions int. enseignement, santé, Fonction publique	74 - Anciens cadres
42 - Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	75 - Anciennes professions intermédiaires
43 - Professions intermédiaires de la santé et du travail social	76 - Anciens employés et ouvriers
44 - Clergé, religieux	77 - Anciens employés
45 - Professions int. administratives de la Fonction publique	78 - Anciens ouvriers
46 - Professions int. administratives et commerciales des entreprises	81 - Chômeurs n'ayant jamais travaillé
47 - Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	82 - Inactifs divers (autres que retraités)
48 - Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	83 - Militaires du contingent
51 - Employés de la Fonction publique	84 - Élèves, étudiants
52 - Employés civils et agents de service de la Fonction publique	85 - Personnes diverses sans activité professionnelle < 60 ans
53 - Agents de surveillance	86 - Personnes diverses sans activité professionnelle > ou = 60 ans

Personne Politiquement Exposée

Une Personne Politiquement Exposée dite PPE est :

1. Une personne exposée à des risques particuliers en raison de ses fonctions est une personne qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an l'une des fonctions suivantes :

- 1.1. Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;
- 1.2. Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger ;
- 1.3. Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
- 1.4. Membre d'une cour des comptes ;
- 1.5. Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
- 1.6. Ambassadeur ou chargé d'affaires ;
- 1.7. Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
- 1.8. Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
- 1.9. Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.

2. Sont considérées comme des personnes connues pour être des membres directs de la famille des personnes mentionnées au 1. :

- 2.1. Le conjoint ou le concubin notoire ;
- 2.2. Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- 2.3. Les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
- 2.4. Les ascendants au premier degré.

3. Sont considérées comme des personnes étroitement associées aux personnes mentionnées au 1. :

- 3.1. Les personnes physiques qui, conjointement avec la personne mentionnée au 1., sont bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ;
- 3.2. Les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit de la personne mentionnée au 1. ;
- 3.3. Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec la personne mentionnée au 1.

Auto-certification de résidence fiscale

Critères de Résidence Fiscale

Ce document a pour objet de vous donner des éléments d'informations vous permettant d'apprécier votre résidence à des fins fiscales. En cas de doute, nous vous invitons à vous rapprocher des autorités fiscales compétentes.

A. États-Unis d'Amérique :

Est résident fiscal des États-Unis d'Amérique, toute personne correspondant à au moins un des critères suivants :

- titulaire d'un permis de séjour permanent (Green Card) ;
- ayant cette année et durant les deux années précédentes séjourné plus de 183 jours au total aux États-Unis d'Amérique (Mode de calcul : les jours de l'année en cours comptent intégralement avec un minima de 31 jours, les jours de l'an dernier pour un tiers et les jours de l'année précédente pour un sixième) ;
- ayant déclaré ses revenus avec ceux de son conjoint américain.

À l'exception :

- des diplomates et employés des organisations internationales et leurs familles, sportifs professionnels sous certaines conditions, étudiants, professeurs ;
- des personnes ayant renoncé à la nationalité américaine ou à un permis de séjour permanent (Green Card).

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des États-Unis d'Amérique, veuillez-vous rapporter au site de l'IRS : <http://www.irs.gov>

B. Accords bilatéraux et multilatéraux conclus par la France & Réglementation européenne (CRS-OCDE) :

Le critère de résidence fiscale s'apprécie au regard des conventions fiscales bilatérales conclues par la France et de la réglementation nationale du ou des pays(s) envers le(s)quel(s) vous avez une résidence fiscale découlant de l'une quelconque de votre (vos) obligation(s) déclarative(s) en matière fiscale. Pour savoir comment remplir les informations concernant votre résidence fiscale lorsque celle-ci est **en France**, vous pouvez contacter l'administration fiscale française ou consulter le site <http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1911-PGP>

Pour savoir comment remplir les informations concernant votre résidence fiscale lorsque celle-ci est **hors de France**, vous pouvez contacter l'administration fiscale du pays concerné ou consulter le site www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-residency

Cette (ces) résidence(s) fiscale(s) et les informations correspondantes doivent être déclarées à Generali Vie dans le présent document dès lors que la France a conclu avec l'État concerné un accord prévoyant l'échange d'informations en matière fiscale.

Generali Vie pourra, le cas échéant, de façon automatique ou sur demande, transmettre des informations relatives au contrat et/ou son Souscripteur/Adhérent et/ou son bénéficiaire à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) dans le but de satisfaire à ses obligations, notamment dans le cadre de l'échange automatique d'informations, conformément à la réglementation en vigueur.

Glossaire

W-8BEN : Ce formulaire est à destination des personnes physiques non américaines qui ne sont ni citoyennes ni résidentes fiscales des États-Unis d'Amérique et qui possèdent un numéro d'immatriculation de l'administration fiscale américaine (TIN). Il a pour objet de permettre à la personne physique de déclarer son statut de personne étrangère en ce qui concerne les obligations de retenue et de déclaration fiscales aux États-Unis.

W-9 : Ce formulaire est à destination des personnes physiques américaines (au sens de la réglementation des États-Unis) qui doivent soit attester que le TIN fourni est exact (ou être en attente de ce numéro) ; soit attester ne pas être assujetties à la retenue de réserve ; soit demander à être exemptées de cette retenue si l'ensemble des conditions sont remplies ; soit enfin attester que le code d'exemption de déclaration en vertu de la FATCA inscrit sur ce formulaire (le cas échéant) est exact.

Aux fins de l'impôt fédéral américain, vous êtes considéré comme une personne américaine dans les cas suivants : vous êtes un particulier qui est citoyen des États-Unis ou un étranger résident des États-Unis ; vous êtes une société de personnes, une société par actions, une entreprise ou une association créée ou organisée aux États-Unis ou selon les lois des États-Unis, [...].

NIF / TIN : Numéro d'Identification Fiscal / Tax Identification Number

Titulaire de contrat (Souscripteur/Adhérent) : désigne la (les) personne(s) enregistrée(s) ou identifiée(s) comme titulaire du contrat géré par l'Assureur. Une personne gérant un contrat pour le compte ou le bénéfice d'une autre personne en tant que mandataire, (...), signataire, conseiller en placement ou intermédiaire, n'est pas considérée comme détenant ce contrat aux fins de la Norme Commune de Déclaration et c'est cette autre personne qui est considérée comme détenant le contrat.